

*Les syndicats à la hauteur des  
défis de la mondialisation et de  
l'innovation sociale ?*

**György Széll**

Département des Sciences Sociales,  
Université d'Osnabrück/R.F.A.



# *Présentation*

- ✚ Introduction
- ✚ La situation
- ✚ Forces de résistances
- ✚ Perspectives



# Introduction

- ✦ Les syndicats étaient les moteurs d'innovations sociales dans les deux derniers siècles. Mais ils ont perdu beaucoup de leur élan pendant les trois dernières décennies – notamment face à l'attaque par les néo-conservateurs et néo-libéraux. Ils restent tout de même les plus grandes organisations démocratiques de nos sociétés et ont donc un rôle primordial à jouer pour l'avenir d'une nouvelle mondialisation démocratique et durable.
- ✦ Face à la mondialisation les syndicats ne sont pas bien préparés, car en large partie encore restreints dans le carcan de l'État-nation. Leur grand succès – l'État de bien-être – est comme indique la notion est réduit sur le niveau national. Déjà l'intégration européenne se heurte encore souvent à des résistances – notamment en France – de la part des syndicats. En plus des liens avec la social-démocratie ou des partis communistes ou bien l'église restreint leurs libertés d'action et d'innovation sociale.



- ❖ Les nouveaux thèmes, lesquels demandent de l'innovation sociale sont plutôt relevés par des mouvements sociaux nouveaux, en forme des organisations non-gouvernementaux. Parmi ces thèmes l'écologie liéé à la question de la qualité de la vie est en première place. Mais aussi les questions de la justice sociale sous des aspects innovateurs – comme gender, les changements démographiques, la migration, le Tiers Monde – restent largement inexplorées. Et malheureusement le visage affreux de la xénophobie réapparaît même au sein des syndicats.



## *La situation*

- ✚ La mondialisation moderne a déjà commencé longtemps avant la création des syndicats, c.a.d. depuis le 15e siècle. Il faut remonter au début du 20e siècle (Rosa Luxemburg ; Hilferding) pour voir les premières analyses du rôle déterminant du capital financier dans les processus de mondialisation. Le grand spéculateur et philanthrope George Soros y a ajouté en 1998 une analyse pertinente. L'économiste allemand Elmar Altvater a donné une autre dimension à ces analyses en insistant sur le rôle grandissant du système énergétique dans le capitalisme réellement existant (2007). Le rôle des nouvelles technologies est traité majestueusement par Manuel Castells (1998/99, 2002).



- ❖ Le réseau international Regional and Local Development of Work and Labour a organisé ici même en 2008 son sixième congrès et sorti un an après le livre « Social Innovation, the Social Economy and World Economic Development. Democracy and Labour Rights in an Era of Globalization » (Harrisson, Széll & Bourque 2009).
- ❖ Pourquoi les syndicats ? A mon avis ils sont toujours les plus anciennes et plus grandes organisations démocratiques dans le monde. Ce sont eux, lesquelles ont lutté pour la démocratie, la justice sociales une vie décente, contre l'exploitation, pour la paix et la coopération internationale (Zoll 1992).



- ✦ Pour notre thème les changements qualitatifs depuis la Deuxième Guerre Mondiale seront au milieu de mes arguments. D'abord les changements structurels, i.e. la production de masse, la généralisation du modèle Fordiste et le Taylorisme : La dé-industrialisation des pays dits industrialisés. Dans la plupart des membres de l'OCDE le pourcentage de l'industrie parmi tous les employés s'est diminué en général autour de 15%. Seulement la R.F.A. et le Japon font exception de cette tendance et des économies émergentes comme la Corée du Sud. Mais ces exceptions font à réfléchir : Elles sont les seules, lesquelles produisent depuis des décennies de larges surplus dans le commerce extérieur. La dé-industrialisation est accompagnée par des délocalisations à grande échelle ; on pourrait même dire que la délocalisation est l'autre face de la dé-industrialisation. Des accords de libre échange sont un moyen de baisser le niveau des revenus à celui de la nation avec les coûts les plus bas, p.e. la NAFTA. Le dumping social progresse partout.



- ✪ Alors la Chine avec ses réformes depuis 1978 est devenue l'usine du monde. Avec l'aide des zones économiques libres, des syndicats d'état et 250 millions d'ouvriers migrants des coûts de production pour la production de masse sont presque imbattables.
- ✪ Autre changement profond: la révolution néolibérale. L'introduction de la notion de la valeur d'action comme seule mesure de performance de l'entreprise. Les profits demandés allant de 15 à 40% – de la production matérielle à l'industrie IT au milieu le secteur financier. Joseph Huber, le président du syndicat le plus fort du monde, le syndicat allemand de la métallurgie, l'IGM, a confessé dans une interview en 2005 sous quelle énorme pression les syndicalistes se trouvent au sein des entreprises globales.





- ✚ Le rêve américain d'une « société des actionnaires » – ou chaque citoyen devenant actionnaire étant donc l'expression du capitalisme modèle nord-américain – semblait d'être au bout des doigts jusqu'à la dernière crise mondiale. Ce modèle avait aussi comme but d'individualiser la société d'avantage : le seul choix restant est celui entre des produits et les employeurs. George Ritzer a caractérisé ce processus comme la McDonaldization de la société. Le secteur informel n'a cessé de croître, notamment dans les économies en transition.
- ✚ D'autres stratégies étant : le temps partiel, le travail intérimaire, la « génération stage » et les Freeters au Japon. Par cela nombre acquis sociaux sont mis en question. Les luttes en France autour du prolongement de l'âge de la retraite en automne 2010 sont les derniers signes de ces attaques. La segmentation des ouvriers continuaient avec l'outsourcing. Leur solidarité est mise à rude épreuve. Les soi-disant minorités, donc les plus faibles, sont alors les premières victimes de cette réorganisation : d'abord les femmes, les jeunes, les vieux, les immigrés, notamment les ouvriers illégaux. Aussi le travail des enfants pour les marchés des pays riches s'accumule de plus en plus – contre toutes campagnes.



- ❖ La notion de Karl Marx de « l'armée de réserve industrielle », laquelle semblait être devenu obsolète dans les années de plein emploi de « trente glorieuses » a de nouveau repris toute sa signification : pas seulement sur le niveau local, régional, continental mais mondial.
- ❖ Nous en Europe – et partiellement aussi le Canada – avons réussi dans les dernières décennies l'État de bien-être, mais nous sommes en défensive depuis. Et en Europe des 27 nous n'avons toujours une Europe sociale. Finalement nous sommes très loin d'un développement soutenable. Il semble alors que depuis plus de trente ans rien n'a vraiment changé. L'auteur allemand Burkart Lutz parlait déjà en 1984 du rêve bref de la prospérité éternelle.
- ❖ Dans le secteur public en grande échelle des privatisations étaient introduites, en détruisant en large partie le bien public, réduisant en même temps la qualité de ces services et donc la qualité de la vie et du travail. Dans nombre des pays la fonction publique reste le secteur le mieux organisé par les syndicats. Une réduction de ce secteur affaiblit alors automatiquement les syndicats eux-mêmes. Un but normalement pas directement prononcé, mais évident.



- ✚ Les syndicats sont désignés comme des obstacles contre les forces du marché, alors à affaiblir, mieux les anéantir. Si ça ne marche pas on crée des syndicats jaunes. Les *Reaganomics* et le *Thatchérisme* des années 1980s sont les exemples les plus radicaux. Ils ont eu aussi bien politiquement et socialement un certain succès. Car les gouvernements mettant en œuvre cette politique sont restés longtemps au pouvoir. Et en effet on peut constater une baisse de la syndicalisation partout – avec quelques exceptions comme la Belgique et les pays scandinaves.
- ✚ Il faut tout de même concéder que les syndicats traditionnels étant en majorité blanc, macho, et cols bleus n'ont pas pu trouver jusqu'à maintenant les bonnes réponses ni d'être assez innovatrices, mais il y a d'espoir.



# *Forces de résistance*

- ✚ Les syndicats restant largement encore nationaux, leurs compétences – aussi dû à la limitation de connaissances linguistiques mais aussi de formation générale tout court – ne suffisent guère de faire face aux défis de la mondialisation. En plus dans nombre de pays il y en des divergences politiques et idéologiques souvent fondamentales : entre communistes, anarchistes, socialistes, sociaux-démocrates, chrétiens, libéraux, de guildes, apolitiques etc. Les divisions entre cols bleus et blancs y s'ajoutent. Et comme déjà mentionné plus haut : les syndicats dans les pays développés sont souvent très macho, dominés par les cols bleus.



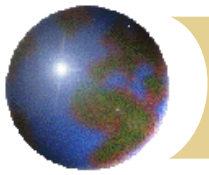
- ❖ Certes il y a aussi la législation ou la répression pure et simple. Dans le cas des États-Unis la réglementation qu'une majorité des salariés doit voter pour avoir le droit de se syndiquer est en contradiction apparente contre le droit fondamental de s'organiser. Alors la plus grande économie du monde montre le mauvais chemin pour notamment les économies en transition. En début 2011 il y a une initiative en Wisconsin de réduire d'avantage les droits des salariés et leurs syndicats sous le prétexte d'économies. Le résultat de cette politique est un degré d'organisation de 13% aux E.U. ou même en dessous comme en France. Dans le dernier cas il faut quand même expliquer que les syndicats français ne payant pas des compensations pour le salaire perdu, il n'y a pas grand intérêt d'y adhérer.



- ✦ Même agréés, les syndicats aux E.U. sont des syndicats d'entreprise, donc réduits à la défense d'intérêts très étroits, ce qui amène à un égotisme d'entreprise ou l'effet de bus : seulement les intérêts de ceux lesquels sont à l'intérieur de l'entreprise sont défendus. Dans le passé cette politique syndicale amenait au *closed shop* – l'atelier fermé –, une politique laquelle se payait pour quelques uns pendant les années grasses, mais – comme on peut constater maintenant – avec des effets néfastes à long terme. Dans le passé non trop loin la réputation des syndicats était endommagée aussi bien aux E.U. – par des alliances des syndicats des Teamster avec le crime organisé – qu'en Allemagne où les syndicats ont perdu des dizaines de milliards de Deutschmark dans leurs entreprises par leur incompétence et la corruption.



- ❖ Souvent les salariés à contrat de durée déterminé ne sont pas syndiqués par les syndicats d'entreprise comme au Japon, ou ils sont complètement interdits de s'organiser comme au Corée du Sud. C'est donc le modèle de la libre économie et de la liberté que les pays riches veulent exporter ? Ce n'est donc que la Chine qui peut se réjouir d'une telle politique, car le pays le plus peuplé du monde, la deuxième économie mondiale a la plus grande fédération mondiale des syndicats (All China Trade Union Confederation) avec quelques 160 millions d'adhérents – plus que tous les autres syndicats réunis – mais depuis 1982 sans droit de grève. C'est toujours le modèle Léniniste, lequel a prévalu dans les pays soi-disant socialistes.



- ✦ Mais toutes les économies émergentes – inclue l'Allemagne de Bismarck dans le 19e siècle – ont pratiqué cette politique de la carotte et de la répression : les fameux tigres asiatiques Hongkong, Taiwan, Singapour et la Corée du Sud. Depuis un certain temps cette politique se résume au « consensus de Pékin » : économie du marché sans démocratie. Beaucoup d'investisseurs semblent de préférer des zones libre de syndicats (union free areas) pour baisser d'avantage les salaires. C'est qu'est-ce que la Chine et d'autres pays émergents offrent notamment dans les zones économiques libres.
- ✦ Mais aussi dans les pays soi-disant démocratiques en ce qui concerne les droits syndicaux tout n'est pas comme dans les meilleurs des mondes. Pas seulement les restrictions dont j'ai parlé plus haut, en plus dans nombreux pays des grèves politiques et des grèves dans la fonction publique sont interdits, p.e. en Allemagne ou au Japon.
- ✦ Un bon indicateur pour les droits des salariés et leurs syndicats sont les huit principes fondamentaux de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la plus ancienne institution de l'O.N.U., laquelle est tripartite (États, employeurs et syndicats). P.ex. les E.U. n'ont reconnu à ce jour que deux, la Chine tout de même quatre. Pour les membres de l'Union Européenne la condition de leur adhésion est qu'ils souscrivent tous les huit. Ils font partie des acquis sociaux pendant les négociations d'adhésion.





- ✪ Mais revenons à l'Europe: J'ai mentionné plus haut que l'Europe des 27 se définit pas seulement comme une union économique, monétaire et politique, mais aussi sociale autour de ses acquis sociaux. Gøsta Esping-Andersen a différencié en 1990 entre les trois mondes du capitalisme du bien-être. Dans les années 1980 le groupe Industrial Democracy in Europe a connu cinq différentes approches pour la démocratie industrielle. Il est donc douteux de parler d'un modèle social européen, mais de plusieurs :
- ✪ Le modèle scandinave,
- ✪ Le modèle de l'Europe centrale,
- ✪ Le modèle anglo-saxon,
- ✪ Le modèle de l'Europe de l'Est (en disparation),
- ✪ Le modèle méditerranéen et
- ✪ Le modèle yougoslave de jadis.



- ❖ Hollingsworth et Robert Boyer (1997) démontrent l'intégration des relations professionnelles dans le contexte du système économique, v. capitaliste. Marc Maurice et al. l'ont déjà fait dans leur comparaison entre la France et l'Allemagne en 1982. Alors les modèles des relations professionnelles en Europe sont évidemment aussi l'expression des histoires et cultures syndicales différentes. La tâche dans le contexte de la mondialisation est de trouver une réponse aux défis sur les différents niveaux par des chemins d'une paix sociale dans toutes ses dimensions. Mais le modèle social européen est loin d'être acquis – à la différence des acquis sociaux. L'auteur allemand Hermann Schwengel rêve : mondialisation avec un visage européen (1999).



- ✦ Le modèle social européen en naissance est fortement influencé par les syndicats allemands et leur modèle des relations professionnelles, se basant sur le partenariat social et la cogestion. L'impact du modèle allemand ne peut pas seulement être expliqué par le poids de l'Allemagne économiquement, mais aussi - comme Kotaro Oshige a pu constater - parce que ce modèle résiste assez bien jusqu'à ce jour aux défis de la mondialisation (1999). D'autre côté il faut concéder que les entreprises allemandes cogérées n'appliquent pas toujours le partenariat social en dehors des frontières nationales. P.e. Daimler et BMW ont choisis en s'implantant aux E.U. des régions libre de syndicats – comme nombre d'entreprises japonaises. Je vais y revenir plus tard autour des conseils d'entreprises européens et mondiaux. Il y avait récemment un conflit concernant l'avenir de la filiale allemande de G.M., i.e. Opel. Après la faillite de GM en 2009 l'entreprise canadienne, Magna, était prête d'acquérir Opel. Et aussi le conseil d'entreprise d'Opel y était favorable. Mais grâce aux subventions d'Etat GM pouvait être sauvé et Opel reste une filiale de GM.



- ✚ Mais tout de même depuis de nombreuses années il y a la Confédération des Syndicats Européenne, et finalement aussi une seule organisation mondiale, la Confédération syndicale internationale (CSI) – avec des secrétariats professionnels, lesquels restent encore un peu marginalisés. La CSI est sortie de la fusion des deux fédérations internationales, lesquelles étaient marquées par la guerre froide. Sur le niveau mondial nous avons alors heureusement qu'une seule organisation depuis 2006. Les syndicats d'État, notamment de la Chine, n'y faisant pas part.



- ✪ La Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE (TUAC) est une autre organisation, laquelle essaie d'influencer les pays industrialisés dans leur politique – avec plus ou moins de succès. Après le G7, le G8 c'est maintenant le rôle du G20 de coordonner les politiques des pays les plus influents de la planète, notamment depuis la dernière crise économique et financière. Mais le rôle des syndicats reste très, très limité. La plupart des gouvernements des G20 sont plutôt conservateurs ou même autoritaires (Arabie Saoudite, Chine, Russie), voire très anti-syndicats libres. Thobile Yanta, à l'époque auprès du B.I.T., (2009) et Reynald Bourque de l'UdM (2009) ont fait une analyse des conditions et difficultés de l'organisation syndicale supranationale. Il faut noter que depuis un certain temps une nouvelle génération de cadres au sein des syndicats s'est forgée : des cadres, lesquels ont fait des études supérieures, parlent des langues étrangères et ayant y séjourné.



- ✦ Pour la coordination sur le niveau mondial existe aussi le Conseil économique et social des Nations Unies, lequel a aussi ses sous-organisations régionales. Au sein de l'Union Européenne il y a aussi un Conseil économique et social. Son influence reste tout de même assez limitée.
- ✦ Un autre développement mérite quelques réflexions : depuis une quinzaine d'années on parle beaucoup de la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Au début les syndicats étaient assez hésitants d'y entrer, ayant peur que les entreprises détournent de cette manière les négociations et conventions collectives et ainsi affaiblissent les représentants du personnel. Mais après des débats internes et publics ils y participent en voyant la RSE comme un complément de leur demande pour plus de justice sociale et respect de l'environnement. De la RSE se développait l'investissement social responsable. C'est une approche tout à fait au cœur des soucis des syndicats : Le fonds de pensions, donc la retraite des salariés, sont devenu ces dernières décennies les plus grands investisseurs. Près de la moitié des transactions mondiales sont à leur compte. Le dilemme entre une plus grande rentabilité aux frais des salariés s'y exprime directement.



- ✦ Un autre domaine dans lequel les intérêts et l'avenir des salariés est directement concerné est l'économie sociale. D'abord c'est le vieux rêve du mouvement ouvrier du 19e siècle de créer au sein du système capitaliste des alternatives. Après de longues décennies de faillites, de désespoir, de fautes graves de gestion maintenant à nouveau ce secteur connaît une forte croissance. Il est même le secteur le plus dynamique de l'économie mondiale. D'une certaine manière on pourrait l'inclure dans le processus de la destruction créative, laquelle est toujours aussi innovatif comme l'ont déjà décrit entre autres Karl Marx, Werner Sombart ou Joseph Schumpeter.
- ✦ La sauvegarde des droits fondamentaux incluant aussi les droits sociaux est un grand défi dans ce monde. Ils sont mis en question en permanence, pas seulement par des régimes autoritaires. La profitabilité prime sur le bonheur. Au moins pendant le Congrès du Peuple de la Chine en mars 2011 le bien-être vient d'être propagé et la croissance à tout prix doit être réduite. Déjà avant la société harmonieuse était propagé. Est-ce que ce programme sera réalisé ? Est-ce qu'il aura des effets sur d'autres sociétés, comme p.ex. l'Inde ?



- ❖ Mais les plus grands défis soulevés par la mondialisation, ne sont pas nouveaux du tout : la pauvreté, la misère, le faim (2 milliards de personnes), manque d'eau potable (1 milliard de personnes), la santé etc. Aussi bien que l'espérance de vie continue partout dans le monde d'accroître, ce n'est pas le cas pour la qualité de vie et du travail, comme j'ai constaté plus haut.





# *Perspectives*

- ✦ Est-ce qu'avec la chute du mur de Berlin nous avons atteint la fin de l'histoire, comme Francis Fukuyama le propageait en 1992 ? Certes et heureusement non, car ça serait terrible.
- ✦ Parce qu'après tout la situation n'est pas toute morose : L'innovation sociale syndicale se développe dans des champs divers : D'abord une réorientation sur le niveau méso, c.à.d. les niveaux local et régional – à côté du niveau national.
- ✦ Sur le niveau mondial la coopération avec des ONG, notamment Attac (association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens) au sein du Forum Mondial Social, et avec des initiatives de consommateurs (p.ex. la campagne textile), et la création de sustainlabour sont à mentionner sous le slogan « Un meilleur monde est possible! ». Le Forum Mondial Social est une réponse au Forum économique mondial, lequel se tient depuis 1971 chaque février à Davos-Klosters en Suisse.



- ✦ Une autre innovation sociale en ce qui concerne les défis de la mondialisation étant l'introduction des Conseils d'Entreprise Européen et International. Nouvelles formes de gestion et de communication sont à développer et à expérimenter dans ce contexte.
- ✦ Au lieu de la dictature des valeurs d'actions nous devrions avancer la démocratie économique et sociale, le pouvoir de tous les concernés – les stake-holders en bon anglais. La qualité de la vie et du travail doit être au centre de chaque stratégie de développement. En Europe nous avons depuis 1977 la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail avec son siège à Dublin en Irlande. C'est une organisation tripartite (la Commission Européenne, les employeurs et les syndicats).
- ✦ Dans la même perspective est à situer le débat autour « Au-delà du BIP ». Déjà pendant les crises dits de pétrole dans les années 1970 la croissance zéro était lancée. Dans la même verve un groupe de syndicalistes français, ADRET, a proposé la journée de travail de deux heures – évitant ainsi le gaspillage et améliorant la qualité de la vie en même temps (1977). Leur proposition est plus d'actualité que jamais.



- ✦ L'ancien fonctionnaire de la Commission Européenne, Ricardo Petrella, a créé le groupe de Lisbonne et publié le livre *Limites de la compétition* (1997). A ce jour sans grand impacte. Depuis 1999 le réseau international « Développement Régional et Local du Travail/RLDWL » réunit des chercheurs, des institutions et des praticiens pour la promotion d'un développement juste, décent et durable. Le réseau a organisé depuis sept congrès dans le monde entier. Le dernier s'était tenu à Pékin au mois de juin 2010 avec comme thème « Développement Durable et Travail ».
- ✦ Sustainlabour est une activité des syndicats dans ce sens depuis 2003.
- ✦ Comme déjà mentionné plus haut le contrôle du secteur financier sur le niveau mondial étant l'autre grand défi. Le prix Nobel de l'économie, l'américain James Tobin, a proposé une taxe sur les transactions financières internationales il y a près de trente ans. L'association Attac – sortie des éditeurs du mensuel Le Monde Diplomatique – lutte depuis une dizaine d'années pour son introduction, mais la résistance notamment des E.U. reste même sous Barack Obama et la crise récente reste farouche. Les syndicats et l'Europe des 27 s'y sont obligés. Le résultat est ouvert.



- ❖ Finalement, car l'avenir de l'humanité se joue pour le mieux ou le pire en Chine et dans d'autres pays émergents, la transformation de leurs syndicats en vrais syndicats est peut-être le plus grand défi, demandant beaucoup d'innovations sociales
- ❖ Ce n'est pas seulement l'innovation sociale laquelle manque, mais aussi son implantation. Le futurologue autrichien Robert Jungk a inventé les ateliers de l'avenir. Peut-être leur pratique – aussi au sein des symposia comme celui-ci – sera une bonne idée.